

En réponse à la proposition faite par le Cilé d'une journée internationale contre les guerres et la répression

Pour le retrait des troupes Barkhane, plus un seul soldat français au Sahel !

Le congrès du POI, réuni le 14 décembre 2019, informé de la proposition du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) d'organiser une journée internationale contre les guerres et la répression, notamment « *contre l'engagement de troupes françaises et américaines en Afrique et au Moyen-Orient* », fait sienne cette proposition et décide de l'organiser en France.

Nous avons entendu l'intervention du délégué du Mali au Cilé lors du meeting organisé par le POI le 30 novembre – prononcée également au nom des délégués du Niger et du Burkina Faso –, exigeant le retrait de la force française Barkhane du Sahel : « *Il n'y a pas de sentiment antifrançais au Mali, au Burkina Faso, au Niger, mais seulement la volonté manifeste de dire aux autorités que ça suffit et, vraiment, ça suffit. Nous tenons à notre honneur et à notre dignité. Trop, c'est trop ! Partez, partez, partez !* »

Le congrès soutient inconditionnellement cette exigence.

Alors que le gouvernement Macron se livre à une véritable opération d'union nationale pour le soutien à la poursuite de l'intervention française après la mort de treize soldats de la force Barkhane au Mali, le congrès du POI déclare :

– la vérité, c'est que depuis la destruction de la Libye en 2011 par les bombardements décidés par Sarkozy avec le soutien de l'Otan, les pays du Sahel sont en danger, aggravé encore par la décision de Hollande d'intervenir militairement au Mali, en 2013, puis dans tout le Sahel ;

– la vérité, c'est que plus les forces étrangères et les bases militaires (françaises, américaines...) sont nombreuses au Niger, au Mali, au Burkina Faso, plus les massacres sont nombreux, plus ces pays plongent dans le chaos.

Des centaines de milliers d'habitants (800 000 pour le seul Burkina Faso) sont chassés de chez eux, parqués dans des conditions aussi inhumaines que précaires dans des camps, ouvrant la voie à de nouveaux désastres humanitaires.

Et c'est le même gouvernement Macron qui impose des quotas d'immigrés, et promeut les accords de l'Union européenne avec des gouvernements, comme le gouvernement mafieux de Libye, pour fermer les frontières aux migrants !

Macron, qui se veut chef de guerre, a avoué lui-même les véritables raisons de l'intervention française : « *L'Afrique n'est pas seulement un continent de crises, c'est un continent d'avenir, nous ne pouvons pas le laisser seul* », disait-il dès le 27 novembre 2017. La vérité, c'est que la France veut piller les ressources en uranium, or, pétrole et gaz, toutes les richesses dont regorge la région.

Pour toutes ces raisons, dans le cadre de la proposition du Cilé contre les guerres et la répression, le congrès du POI, conscient de sa responsabilité face à son propre impérialisme, décide de mener campagne : « *Retrait des troupes Barkhane, plus un seul soldat français au Sahel, retrait de toutes les troupes impérialistes !* »

Une campagne de masse en direction du pouvoir exprimant l'aspiration de l'écrasante majorité de la population à la paix et à la démocratie pour exiger de lui le retrait des troupes.

Une campagne de masse en direction des parlementaires qui déclarent défendre les intérêts des travailleurs et de la démocratie pour qu'ils se prononcent pour le retrait des troupes françaises.

Le congrès décide de s'adresser à toutes les organisations ouvrières et démocratiques afin de développer l'action commune en ce sens.